

Adieu, Bretton Woods!

André Van Dam

Volume 55, numéro 2, avril-juin 1979

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800829ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800829ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Van Dam, A. (1979). Adieu, Bretton Woods! *L'Actualité économique*, 55(2), 267–272. <https://doi.org/10.7202/800829ar>

COMMENTAIRES

Adieu, Bretton Woods !

On ne peut guère espérer la paix dans le monde, à moins que les nations industrielles du Nord n'abandonnent leur position de statu quo et que les contrées du Sud, en développement, ne passent pas de la rhétorique au pragmatisme. Cela fut l'impression générale laissée par la « Conférence pour la Coopération économique internationale », la première réunion à l'échelle des gouvernements organisée en dehors des Nations-Unies, de décembre 1975 à juin 1977, à Paris¹.

Le président de la République française avait d'abord proposé cette rencontre dans le but d'aplanir de sérieux différends dans la fourniture et les prix du pétrole. A l'instigation de l'OPEP, l'agenda et la participation furent élargies, afin de discuter bien des rivalités économiques, telles que les fournitures et les prix des matières premières, les dettes extérieures, le transfert de technologie et les préférences commerciales. Le Sud, quant à lui, visait à dire adieu à Bretton Woods, un ordre économique favorable au Nord mais peu satisfaisant pour le Sud. Bien que la conférence ait avorté, elle marque cependant une modification durable dans les relations internationales, une altération dans l'économie mondiale. La proposition sous-jacente est que le Nord et le Sud identifient des buts communs et reconnaissent des intérêts en conflit. Sans buts communs, ils n'ont pas de quoi marchander ; sans conflits d'intérêts, rien à négocier. Ce qui manque dans cette équation, ce sont des instruments entièrement nouveaux pour manier les dépendances réciproques.

En quête de nouveaux instruments

Si la conférence s'est éteinte comme une chandelle, c'est simplement parce que la prise de conscience de la problématique tout entière est restée à un niveau très faible — tant en ce qui concerne l'ensemble des

1. Cet article est une évaluation de l'avenir du dialogue Nord-Sud. Il est inspiré par une table ronde qui s'est tenue à Téhéran en juin 1977, sous les auspices de l'Institut d'Etudes humanistiques d'Aspen.

participants que les élites et même les faiseurs de systèmes. L'esprit qui anima jadis le plan Marshall était absent. On n'a pas entendu de propositions dynamiques pour mettre en valeur une nouvelle ère post-Bretton Woods.

La Conférence était sensible à la nécessité de disposer de nouveaux instruments pour mettre d'accord les voix dissonantes. Des instruments aussi puissants et multilatéraux que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et l'Accord Général sur les Tarifs et le Commerce. On a proposé de nouvelles entités, par exemple une banque internationale des ressources, un institut international d'industrialisation, une agence internationale de l'énergie. Tourmentées par des problèmes internes : chômage, inflation, croissance économique lente et intermittente, les nations du Nord n'étaient pas d'humeur à encourager ces tentatives.

A l'heure actuelle, de nouveaux instruments sont à l'étude. Les Etats-Unis, par exemple, proposent l'établissement d'une « banque internationale de ressources » pour encourager la production de matières premières dans le Sud. Cette banque pourrait faciliter le maintien de stocks de réserve considérés comme essentiels pour stabiliser les prix des matières premières à des niveaux rémunérateurs. Les caprices climatiques, la peur de la guerre et la spéculation contribuent à créer des hauts et des bas de grande ampleur sur les prix des matières premières critiques. Ces fluctuations causent de grands ravages aux balances de paiements et aux plans de développement, ce qui est spécialement périlleux pour les nations dont l'exportation dépend d'un seul produit : le jute pour le Bangladesh, le sucre pour Cuba, les cacahuètes pour la Gambie, la bauxite pour la Jamaïque, le café pour l'Uganda et le cuivre pour le Zaïre.

En conséquence, l'établissement d'un « institut international pour l'industrialisation » mérite la plus grande attention. Le Sud a un sérieux retard en ce qui concerne le développement industriel comme le montre la statistique suivante : le Sud (les pays de l'OPEP mis à part) représente 64% de la population du monde, 32% des exportations de matières premières, 16% du commerce total du globe et 8% seulement des produits manufacturés de notre planète. Le Sud a besoin d'un transfert accéléré de technologie, spécialement d'une technologie adaptée à ses climats et à ses coutumes, à son niveau d'éducation et à ses capacités de production, et, naturellement, à ses matières premières des secteurs d'extraction et d'agriculture.

La suggestion d'une « agence internationale de l'énergie » est l'œuvre du Nord, particulièrement des Etats-Unis. Après tout, le but principal du Nord, à la Conférence pour la Coopération économique internationale, était de négocier des fournitures de pétrole stables à des prix non inflationnaires. Les nations du Sud déficientes en énergie paraissent cependant décidées à maintenir leur solidarité avec l'OPEP plutôt que de rechercher

les prix de pétrole moins élevés — ce qui ne manquera pas de réduire l'efficacité d'une agence de l'énergie.

Le Sud est vivement intéressé aux « Systèmes Généraux de Préférences », une organisation encore à l'état embryonnaire, en dehors du domaine du « Tokyo Round » du GATT, vouée à des négociations multilatérales sur les réductions des tarifs douaniers en ce qui concerne le commerce des produits manufacturés. Il est opportun de considérer cela conjointement avec la préférence du Sud d'étendre le mécanisme « Stabex » de la Convention de Lomé — qui cherche à éliminer les barrières douanières de l'Europe à des importations spécifiques de 46 pays en voie de développement de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, tous anciennes colonies des puissances de l'Europe Occidentale.

Qu'advient-il de tout cela ? « Nous avons entendu vos voix », écrivait le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis dans un discours politique en septembre 1975. Mais cela entrait par une oreille du Nord et sortait par l'autre. Cela était dû en partie à l'épaisse couche de rhétorique sous laquelle le Sud ensevelissait sa position de marchandage. Les nouveaux instruments à employer devront passer au travers de positions politiques, de droits acquis, de l'esprit de parti et de la rhétorique ! Il faut que les dirigeants du monde, les élites et les peuples en viennent à reconnaître ce truisme : le Nord et le Sud dépendent de plus en plus l'un de l'autre.

Cuivre, café, cacao, coton

On s'aperçoit de cette dépendance mutuelle quand des problèmes très importants sont dynamiques, à l'échelle mondiale, et entremêlés. Il est futile d'évaluer la crise du pétrole en dehors du cadre des matières premières cruciales pour le Sud, que ce soit les bananes ou la bauxite ; le thé, le bois ou l'étain ; le cacao, le café, le cuivre ou le coton. Il est également vain de séparer la question de la dette extérieure de celle de l'élimination des obstacles douaniers au commerce. Et l'on ne peut pas parler d'industrialisation sans parler d'un transfert de technologie approprié.

De même, les accords obtenus au sujet des stocks de réserve auront un impact sur les demandes pour des transferts de fonds internationaux. En plus des mécanismes tels que le « Comité pour le transfert de ressources réelles aux pays en développement » (sous la tutelle de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International), il y a place pour des mécanismes privés effectifs, entre autres ceux des entreprises transnationales qui transfèrent la technologie, la gérance et d'autres ressources. On peut en dire autant des académies, des universités et du nombre croissant des NGO (organisations non gouvernementales). Bon gré mal gré, elles ont toutes un rôle à jouer dans le dialogue Nord-Sud.

Dans cette perspective, les matières premières devraient être le focus du dialogue Nord-Sud. Elles sont l'épine dorsale de la plupart des écono-

mies en développement. Elles constituent fréquemment la principale source d'emploi — directement ou indirectement. Elles représentent la plus grande partie des revenus d'exportation. Leur raffinement, leur traitement et leur transformation sur place constituent la sauvegarde du développement rural, de l'apprentissage, de l'emploi — tout en protégeant le Sud contre les excès de l'industrialisation et de l'aliénation urbaine. Dans la plupart des cas, elles respectent l'écologie.

L'amélioration, sur place, des produits primaires, donnera lieu à un commerce enrichissant entre les nations qui se développent. Le transfert de la science et de la technologie Nord-Sud est l'étape logique suivante. (Actuellement, les Nations-Unies préparent deux conférences mondiales importantes sur ce sujet). La question de la recherche et du développement de la technologie appropriée tout entière est éminemment applicable à une vaste panoplie de matières premières. Cela incitera le Nord à inverser sa politique actuelle qui tend à faire payer de faibles droits d'importation aux matières premières et des tarifs douaniers élevés sur les produits manufacturés. Matières premières, technologie et commerce arriveront donc à modifier structurellement le flux global des ressources financières, y compris les dettes extérieures et les pétromonnaies.

La Corporation d'Investissements Privés d'Outre-Mer et la Banque Mondiale coopèrent au financement de l'exploitation des ressources minérales (et du pétrole) dans certains pays du Sud pauvres en énergie. On compte parmi ces minéraux le cobalt, le chrome, le manganèse, le nickel, le platine et l'étain. Cette stratégie a pour dessein de diversifier la production de matières premières critiques dans le Sud et de réduire la vulnérabilité du Nord aux embargos politiques.

De crainte que cette stratégie ne soit interprétée comme un effort du Nord pour accroître les fournitures et réduire les prix, il faudrait donner la préférence au financement des industries de raffinement, de transformation des matières premières sur place, qui, de plus, favorisent l'emploi, et y inclure les ressources naturelles renouvelables. Les banques de développement régionales et les nouveaux instruments financiers devraient canaliser les investissements dans ce sens. L'aspect multilatéral de cette stratégie sauvegarde les intérêts de ceux qui investissent. Cela demande des consultations nouvelles, sans précédent, et des initiatives prises en commun par des agences gouvernementales et des entreprises privées.

La façon pragmatique d'envisager le problème, tel qu'il est consigné ci-dessus, présente un contraste frappant avec les combats futiles qui ont duré si longtemps à Paris. Il devient indispensable de reconnaître qu'un nouvel ordre mondial requiert une vision du même esprit que celui qui a guidé le « Plan Marshall » et où ni la rhétorique ni le statu quo ne trouvent place. Le nouvel ordre mondial doit être envisagé comme un échange entre compétition et coopération, entre croissance et équité.

Une affaire d'échanges

Effectivement, les échanges sont le nœud du problème, dans un authentique dialogue Nord-Sud. On peut le traduire en ce qu'on appelle un « *non-zero-sum-game* », dans lequel le Nord et le Sud gagnent tous les deux, bien que le Sud en tire proportionnellement plus de profit. En plus des échanges entre compétition et collaboration, entre croissance et équité, on peut visualiser des échanges entre productivité et emploi, et entre investissements et consommation.

Le Nord peut être tenté d'échanger des fournitures d'armes, l'établissement de stocks stratégiques et l'accord de préférences commerciales contre de substantielles concessions de l'OPEP. Le Sud pourrait essayer d'utiliser l'OPEP comme un levier pour s'assurer des accords sur les matières premières et une voix en matière monétaire internationale. Ces échanges devraient être amplifiés de façon à faire place à d'autres débats économiques à l'échelle mondiale. Leur succès dépendra, cependant, de la sensibilisation du public aux points sous-jacents qui se trouvent en jeu, à savoir :

- 1) il est dans l'intérêt à long terme du Nord de conserver le pétrole, de développer les sources locales d'énergie comme le charbon, l'électricité hydraulique, le gaz naturel, l'énergie solaire, celle des marées, celle du vent ; cela produira un soulagement aux pressions intenable sur la balance des paiements et sur l'environnement humain ;
- 2) il est dans l'intérêt à long terme du Sud de partager la croissance future du Nord, d'éviter des mesures abruptes et unilatérales qui se répercutent sur l'économie du monde entier, et reviennent comme un boomerang contre les pays en voie de développement pauvres en énergie ;
- 3) l'indexation des prix des matières premières du Sud sur ceux des produits manufacturés du Nord, s'ils sont fixés d'une façon multilatérale, tendra à réduire l'inflation, les raréfactions, les stocks exagérés, les embargos, les défaillances vis-à-vis des dettes extérieures, et l'on aura des marchés de matières premières et de finances équilibrés ;
- 4) le dialogue Nord-Sud relie le pouvoir de marchandage de l'OPEP, le retour des dettes extérieures de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, le programme des matières premières intégrées par l'UNCTAD, l'accord pour la libération du commerce (Tokyo) du GATT ainsi que le transfert privé de la technologie et de la gérance.

Tout le dialogue Nord-Sud exige un esprit nouveau : « l'économie en fonction des gens ». Il ne sert pas à grand-chose de poursuivre l'expansion de l'économie mondiale si ses bénéficiaires ne filtrent pas jusqu'aux oubliés : le milliard de pauvres parmi les pauvres. De nos jours, ils n'ont

pas accès aux nécessités essentielles de l'existence : dignité, éducation, travail, nourriture, santé, abri, l'eau elle-même. Il faut que ces besoins humains de base amènent le dialogue Nord-Sud à des résultats positifs. Ce crucial, cruel échange devrait avoir la première place dans l'esprit de ceux qui négocient, et de ceux en faveur de qui l'on négocie.

C'est pourquoi l'on peut prévoir que le dialogue Nord-Sud ne prendra de l'essor que lorsqu'il aura touché la corde sensible de tous ceux qui ont le pouvoir de persuasion et d'action, des plus humbles aux plus puissants : hommes d'affaires, fonctionnaires, artistes, ménagères, syndicalistes, politiciens, sportifs, étudiants, etc. De la sorte, les initiatives privées s'infiltreront à partir du public jusqu'aux organisateurs politiques : une spirale de volonté collective.

Une question de sécurité

L'histoire nous apprend que la plupart des progrès de l'humanité ont été atteints à son corps défendant : il a fallu des révolutions, des grèves, voire des guerres. Certains pensent que le dialogue Nord-Sud ne portera de fruits qu'après une nouvelle marche des Cubains en Afrique, ou l'éruption violente du conflit arabo-israélite, ou le chantage atomique de quelque secte militante. D'autres citent l'homme d'Etat américain, aujourd'hui disparu, Adlai Stevenson : « Nous voyageons ensemble, passagers d'un petit navire spatial, protégés de l'anéantissement uniquement par les soins, le travail et l'amour que nous donnons à notre fragile embarcation. Nous ne pouvons pas la maintenir à moitié prospère, à moitié misérable, à moitié confiante, à moitié désespérée. Nul engin, nul équipage, ne peut voyager en sécurité avec de si vastes contradictions ».

Voilà, en définitive, la question en jeu dans le dialogue Nord-Sud. Elle demande que le public, du plus petit au plus grand, inspire par ses initiatives privées les organisateurs de la société. Chacun de nous peut poser sa pierre à l'édifice, se rappelant le proverbe arabe : « Si chacun balaie devant sa porte, toute la rue est propre ».

André VAN DAM *

* L'auteur est un économiste hollandais, planificateur d'entreprise, qui dans ses heures de loisir entreprend des recherches de l'avenir du processus de développement de l'Asie, l'Amérique Latine et l'Afrique. Il publie et donne des conférences sur ce sujet.